

Les Grecs n'ont plus qu'un accès limité à leurs euros

- ▶ Le gouvernement a instauré le contrôle des capitaux et fermé les banques.
- ▶ Alexis Tsipras accuse l'Eurogroupe et la Banque centrale européenne de « chantage ».

A partir de ce lundi, il sera sans doute inutile pour les Grecs de faire la file aux guichets automatiques de leurs banques : ils ne pourront plus retirer qu'un montant maximal de 100 euros par jour. Et les agences bancaires elles-mêmes seront fermées aujourd'hui, en vertu d'un « bank holiday », comme on dit dans le jargon financier. La Bourse d'Athènes sera fermée elle aussi. Enfin, la Banque de Grèce a annoncé la décision prise par le gouvernement d'instaurer un contrôle des capitaux. Que retenir du week-end, et que faut-il savoir pour comprendre ce qui va se passer ? Aide-mémoire pour une semaine cruciale.

1 La décision de la BCE de geler les liquidités d'urgence. Dès le moment où, lors d'une réunion extraordinaire samedi, l'Eurogroupe (les ministres des Finances de la zone euro) a fait le constat que les négociateurs grecs ont quitté les discussions suite à l'annonce du référendum, et que le programme d'assistance à la Grèce expirerait inévitablement mardi soir, la Banque centrale européenne était obligée de tirer les conclusions de la nouvelle situation. Lors d'une réunion dimanche, son conseil des gouverneurs (les 19 gouverneurs des banques centrales nationales, plus les six membres du comité de direction de la BCE) a décidé de geler à son dernier niveau de 90 milliards d'euros le plafond des liquidités d'urgence (ELA), qui permettent de maintenir à flot les banques grecques.

Ce plafond était remonté systématiquement par la BCE depuis des mois, tous les quinze jours, puis toutes les semaines et enfin quasi quotidiennement la semaine passée, vu les importantes fuites de capitaux hors de Grèce. Une politique de plus en plus critiquée par les faucons de la BCE, ses règles lui interdisant de prêter de l'argent à des banques insolubles. Dès le moment où la fin du programme d'assistance met en danger la stabilité de l'Etat grec, les bons du Trésor mis en garantie par les banques pour bénéficier de l'assistance de la BCE présentent un risque.

La décision de la BCE impliquait nécessairement que la Banque de Grèce « prenne toutes les mesures nécessaires pour assurer la stabilité financière aux citoyens grecs ». C'est bien la décision de contrôle des capitaux évoquée plus haut qu'a prise le gouvernement, réuni en cabinet extraordinaire dimanche soir. Lors de son allocution à la télévision, Alexis Tsipras n'a pas précisé la durée de la fermeture des banques. Mais les médias spéculaient sur une fermeture toute la semaine, jusqu'à la tenue du référendum.

2 Mardi minuit : une Grèce en défaut et dépourvue de tout soutien financier. Ce mardi 30 juin est une échéance doublement fatidique : la Grèce doit effectuer un remboursement de 1,5 milliard d'euros au Fonds monétaire international (FMI). Selon toute probabilité, elle n'en aura pas la capacité. Ce qui signera, dans les faits mais pas encore sur le plan juridique, le défaut de paiement de l'Etat grec. Par ailleurs, en l'absence d'accord signé avec les créanciers pour pro-

longer le programme d'aide européen, celui-ci, déjà prolongé à deux reprises, viendra à échéance. Cela signifiera que la Grèce ne disposera plus d'aucun filet de sécurité prévu par ce programme, et que tous les montants qui y étaient encore disponibles en cas d'accord avec les créanciers, seront perdus pour elle. Et, en cas de reprise d'une négociation avec les Etats de la zone euro par exemple après un oui au référendum de dimanche, il faudra négocier un tout nouveau programme qui devra être approuvé par tous les Etats en question.

3 Le référendum de dimanche. Selon le texte de loi adopté par la Vouli (le parlement grec), les Grecs auront à se prononcer pour (oui) ou contre (non) la dernière proposition de budget et de réformes proposée par les créanciers. Par « souci de transparence », la Commission européenne a pris l'initiative inhabituelle de publier dimanche la dernière version de la liste des « actions prioritaires », c'est-à-dire le relevé précis des mesures

(pensions, TVA, autres réformes...) demandées au gouvernement grec pour bénéficier de la poursuite de l'aide financière.

Bien que l'Eurogroupe de samedi ait constaté que la Grèce a « rompu les négociations », laissant entendre qu'il n'était plus possible d'y revenir, les partenaires européens de la Grèce conservent un espoir que dans les urnes, et en dépit de la campagne pour le « non » annoncée par Tsipras, les Grecs se prononcent quand même pour le « oui ». Auquel cas, en dépit d'une situation

juridique complètement nouvelle, les partisans européens d'un maintien de la Grèce dans la zone euro, dont la Commission européenne, imaginent un accord possible avec la Grèce. Voire même un pré-accord qui interviendrait encore ce mardi, et qui permettrait de prolonger le programme d'assistance, et amener Tsipras à prôner le « oui ». (lire ci-dessous.)

Cela reste pourtant difficilement imaginable, quand on sait les propos tenus par Alexis Tsipras hier soir lors de son annonce du contrôle des capitaux : « *C'est désormais clair que cette décision [de l'Eurogroupe puis de la BCE] n'a comme seul objectif qu'un chantage sur le peuple grec pour faire obstruction au bon déroulement du processus démocratique du référendum* ».

4 La Grèce peut-elle encore rester dans la zone euro ? Et si la Grèce vote contre l'accord avec les créanciers ? « *Alors ce sera au gouvernement grec de prendre des décisions* », lâchait désabusé un diplomate européen travaillant aux questions de l'eurozone. Car le contrôle des capitaux ne changera rien à l'état de faillite virtuelle du pays, ni au tarissement des liquidités. Une nouvelle monnaie, donc ? Le même diplomate européen : « *Oui... Mais on est dans un cas de figure inconnu ; des pays comme l'Argentine dans cette situation disposaient encore de leur propre monnaie et de leur banque centrale. En Grèce, il n'y a pas de monnaie, et la Banque centrale est subordonnée à la Banque centrale européenne.* » ■

JUREK KUCZKIEWICZ

accord L'ultime tentative européenne

Selon une source européenne bien placée, les partenaires de la Grèce ont lancé une ultime tentative pour sauver la Grèce du chaos, en adressant – officieusement – une dernière proposition à Alexis Tsipras, le Premier ministre grec.

Après s'être intensivement concerté avec des chefs d'État de la zone euro, dont la chancellerie allemande et le président Hollande, ainsi qu'avec les dirigeants des institutions concernées, le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker a fait parvenir à Alexis Tsipras une nouvelle et dernière proposition d'accord global. Celle-ci incluait les toutes dernières concessions que les créanciers gardaient sous le coude, mais qu'ils n'avaient plus eu le temps d'abattre lors de la dernière séance de négociation bruxelloise entre experts, interrompue dans la nuit de vendredi par l'annonce à Athènes du référendum pour ou contre la proposition des créanciers.

Le deal, toujours selon cette source, était le suivant: sur la base de cette proposition complète, le Premier ministre grec faisait une déclaration à son opinion publique, où il annonçait que sur la base de nouveaux importants éléments en sa disposition, plus

favorables au peuple grec, il préconisait le « oui » lors du référendum de dimanche prochain. S'il communiquait cette intention à ses partenaires européens, un sommet de la zone euro pouvait être convoqué dès ce lundi, afin d'acter au plus haut niveau l'accord entre la Grèce et ses créanciers.

Sur la base de cet engagement politique, on aurait alors trouvé avec le Fonds européen de stabilité financière, qui porte les prêts consentis par les États de la zone euro à la Grèce, un dispositif qui permettait de prolonger le programme d'assistance expirant le

Reste à voir si, au point où il en est, Alexis Tsipras est encore disposé à faire machine arrière

mardi 30 juin à minuit.

Cette opération est capitale: car si l'on dépasse la date du 30 juin, il n'est plus possible de le réactiver, et tout accord ultérieur avec la Grèce devrait faire l'objet d'un tout nouveau programme.

Le programme étant juridiquement prolongé, et un accord politique étant intervenu au niveau des chefs d'État et de gouvernement de la zone euro, on aurait attendu le résultat du référendum,

dans l'espoir assez réaliste que si le gouvernement Tsipras menait campagne dans ce sens, le oui l'emporterait.

On pouvait comprendre dès lors que c'est dans la perspective de ce scénario favorable que la Banque centrale européenne a décidé non pas de couper les ELA (les lignes de liquidités d'urgence qui permettent aux banques grecques de tenir), comme beaucoup s'y attendaient, mais de les geler à leur plafond de vendredi dernier.

Couplée à la fermeture des banques décidée dimanche en fin de journée par les autorités grecques (lire ci-dessus), cette décision aurait eu pour effet de préserver un ou deux jours de temps suffisant pour qu'intervienne l'impossible accord politique.

En fin de soirée, une source européenne nous indiquait que ce scénario avait été abandonné. Les propos télévisés d'Alexis Tsipras (voir ci-dessus) ne correspondaient pas vraiment au plan formulé par ses partenaires.

Du côté européen, au vu de la perspective cauchemardesque d'un effondrement financier de la Grèce, et d'une sortie inévitable de la zone euro, on a voulu montrer que tout avait été tenté jusqu'à la dernière minute. ■

JUREK KUCZKIEWICZ

sur place Première manif du « non » « Plus rien à perdre ! »

REPORTAGE
ATHÈNES
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Hier soir, autour de 2 heures, sur la place Syntagma, au cœur d'Athènes. Le premier rassemblement en faveur du « non » n'a pas réuni la grande foule – que ce lieu mythique de la vie politique grecque a si souvent connue. Combien sont-ils? Quelques milliers sans doute à être venus soutenir la ligne « dure » du Premier ministre Alexis Tsipras. Les grandes banderoles sont rares. Elles crient toutes, fortes de leurs lettres grasses: « *Oxi* », « non » en grec.

Deux amies, la cinquantaine dynamique, sont là. Elles détonnent un peu dans un public très jeune. Il est vrai que le rassemblement a été convoqué par les Jeunesses Syriza, les jeunes de la formation politique du chef du gouvernement. « *Nous avons assez souffert depuis cinq ans, nous dit l'une d'elles, qui est enseignante. L'Europe ne nous respecte*

pas, certains prétendent que nous sommes fainéants, que nous avalons l'argent des autres... Mais n'oubliez pas: nous avons eu 10.000 suicides dans ce pays! Et nous n'en pouvons plus. Notre vie ne peut pas se jouer à Wall Street! » Son amie, ancienne employée de la Poste au chômage, approuve: « *Pour nous, ce sera "non"!* » N'ont-elles pas peur cependant de l'inconnu dans lequel une victoire du « non » précipiterait la Grèce? De voir leurs économies s'évaporer, par exemple? « *Je n'ai plus rien à perdre, répond l'enseignante. Je vis avec 20 euros par jour.* »

Les héros de l'Histoire

Malgré le ciel menaçant, l'ambiance est chaleureuse, les sourires sont au rendez-vous. C'est la Grèce rebelle qui manifeste ce dimanche soir, la Grèce frondeuse, la Grèce insoumise, qui a livré tant de batailles pour sa liberté. Alexis Tsipras n'a pas convoqué

tous les héros de l'Histoire grecque, en annonçant son référendum, il n'est pas remonté à Kolokotroni et aux palikares qui menèrent la vie dure aux Turcs, mais presque...

En préconisant que les Grecs disent « *un grand "non" à l'ultimatum* », il faisait référence au « non » lancé par les autorités grecques à l'armée italienne qui planifiait d'entrer en Grèce en 1940. Ce refus est notamment à l'origine de l'une des deux fêtes nationales.

Contre l'austérité et pour la souveraineté: le Premier ministre grec alterne d'ailleurs ses charges musclées. Un jeune étudiant en économie nous explique: « *Avec le "non", ce sera peut-être très dur, mais au moins ça peut marcher, nous pourrions revoir le soleil. C'est de la politique, pas de l'économie, mais dites-le à vos lecteurs: les Grecs ne sont pas fous.* » Son copain, ingénieur en puissance, ajoute:

«*Simplement, ils se battent jusqu'au bout !*»

21 heures. La pluie finit par avoir raison des ardeurs et le (trop) vaste périmètre bouclé par la police est rendu au trafic automobile.

Juste un peu plus bas que Syntagma, au début de la rue Karagiorgi Servias, un autre rassemblement est en réalité plus spectaculaire : des dizaines de personnes font la queue devant les deux distributeurs de billets de l'agence de la Banque nationale

(qui n'est pas la Banque centrale...).

Ici, c'est l'angoisse qui domine. Dans la queue, on se parle, on s'interroge : «*Combien de distributeurs avez-vous essayé aujourd'hui ?*», «*Combien peut-on retirer ici ?*», «*Cela fonctionne-t-il*

avec les cartes d'autres banques ?», etc.

Une jeune femme dans la queue nous lance : «*Tsipras joue un jeu dangereux. C'est suicidaire tout ça !*» Puis elle demande : «*Savez-vous ce qui a été*

décidé ce soir ?» Au même moment, le chef du gouvernement annonçait à la télévision la fermeture temporaire des banques grecques, et l'instauration d'un contrôle des capitaux.

Elle, elle votera «oui». Qui l'emportera ? La semaine sera chargée de joutes oratoires. Didier Reynders y prendra part, d'une certaine façon. Notre vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères (MR) sera en effet en visite à Athènes ces mercredi et jeudi. ■

MAROUN LABAKI

politique Un référendum hanté par le spectre du « Grexit »

ATHÈNES

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Vous conduisez tout droit le pays à la drachme, le costume européen ne sied pas à Syriza », s'emporte le député conservateur (Nouvelle Démocratie) Kiriakos Mitsotakis. Les créanciers « ne nous demandaient pas de faire des compromis mais de renoncer à notre dignité politique », répond le Premier ministre Alexis Tsipras. La Vouli, le parlement grec, en a certes vu d'autres, mais la session de ce 27 juin fut particulièrement musclée et chaotique. Pendant près de 12 heures, députés de la majorité (parti de la gauche radicale Syriza) et de l'opposition se sont affrontés sur la question du référendum annoncé la veille par Alexis Tsipras.

Selon les termes de la Constitution grecque, la Vouli doit autoriser à la majorité absolue la tenue d'un référendum. Soit 151 voix sur les 300 sièges que compte le parlement. Au final 178 députés ont voté « pour ». Sans surprise d'ailleurs car cette option de consulter le peuple était réclamée depuis déjà plusieurs semaines par l'aile gauche de Syriza.

Entre interruptions de séance et envolées colériques, c'est en fait toute la rhétorique de la très courte campagne à venir qui s'est dessinée. Entre d'un côté les tenants du « non » à la proposition d'accord des créanciers, le gouvernement donc, qui estime que le peuple doit résister aux pressions européennes d'imposer à la Grèce une nouvelle cure d'austérité qui ne ferait que l'appauvrir encore plus. Et de l'autre, les te-

nants du « oui », qui estiment qu'en refusant, le pays s'exposerait à une sortie de la zone euro.

Dans la semaine qui vient, tout l'effort de l'opposition consistera donc à convaincre les Grecs que la véritable question du référendum n'est pas pour ou contre l'accord des créanciers, mais pour ou contre le maintien de la Grèce dans la zone euro. « Et si d'aventure la réponse le 5 juillet prochain était en faveur d'un compromis avec les créanciers, comment justifieriez-vous de rester au pouvoir après avoir fait campagne sur le non ? », a demandé samedi soir Makis Voridis, un député ND transfuge d'un parti d'extrême droite.

«*Ils vont jouer à fond sur le Grexit* »

UNE SOURCE GOUVERNEMENTALE

Un appel direct à des élections auquel les députés de Syriza n'ont pas répondu, tout en insistant sur le fait que le Premier ministre respectera la réponse du peuple, quelle qu'elle soit. « Nous savons que ceux qui utilisent la peur vont faire tout ce qu'ils peuvent pour agir sur le libre arbitre des citoyens », a quant à lui affirmé dimanche le porte-parole du gouvernement, Gabriel Sakellariadis. Le gouvernement s'attend notamment à ce que la question de l'assèchement des liquidités des banques – les Grecs font effectivement pour la première fois depuis le début de cette crise, des retraits massifs aux guichets – soit instrumentalisée. « Ils vont jouer à fond sur le Grexit », suppose une source gouvernementale.

Si le rapport de forces au parlement est en faveur du gouvernement, où en sont les Grecs ?

Eh bien, ils sont eux aussi divisés entre d'un côté, ceux, nombreux, qui se félicitent de ce qu'ils considèrent comme un sursaut démocratique, et ceux qui redoutent que le référendum n'achève une économie grecque en récession. « Je suis très fier de ce que fait Tsipras qui se bat pour nous, mais aussi pour que les peuples aient de nouveau voix au chapitre dans cette Europe financiarisée », affirme Maria, une étudiante en beaux-arts venue se faire lisser les cheveux dans un salon de coiffure d'Athènes. « Moi je crains avant tout l'instabilité. J'en ai marre de ne pas savoir sur quel pied danser. J'ai investi tout mon argent dans ce salon et je ne peux pas attendre encore six mois sans savoir où l'on va », répond Stella, la coiffeuse.

Tous le savent : cette semaine s'annonce longue et tendue. « Je redoute que nos leaders politiques n'excitent des divisions déjà sensibles dans la société. Leur populisme, à droite comme à gauche, m'attriste et je me demande ce qu'il restera de nous, de notre "nous" collectif, après tout cela », se désole dans le salon de coiffure la vieille Paraskevi, 78 ans. Et de conclure : « Ce qui me peine le plus, c'est cette Europe qui n'arrive pas à s'entendre. » D'un coup, le silence tombe dans le petit aréopage féminin... Car quelle que soit l'issue de ces pénibles négociations entre la Grèce et ses créanciers, c'est une certaine image de l'Europe qui s'évanouit chaque jour un peu plus. ■

ADEA GUILLOT

EN BELGIQUE

En cas de défaut, notre budget sera affecté

Un Grexit ou un défaut de paiement de la Grèce pourrait-il avoir une influence sur la situation budgétaire de la Belgique ? Sur le principe, les avis sont unanimes : oui. Mais quand il s'agit de l'évaluer, les réponses se font plus évanescentes. La seule à s'y être risquée est la banque ING. Selon elle, l'annulation totale de la dette grecque représenterait un coût équivalant à environ 2 % du PIB, soit quelque 700 euros par habi-

tant. Cela aurait une influence directe sur le budget de l'Etat, mais juste sur une année, seul le solde dit nominal serait atteint, et non le solde structurel, qui prend en compte le déficit et les revenus qui se reproduisent chaque année. Pour ING, il faudrait compenser cette perte par des hausses de fiscalité. Le cabinet du ministre des Finances, lui, ne dramatise pas. « *La dette que la Grèce a vis-à-vis de la Belgique est déjà inscrite dans notre dette publique. Cela n'a donc aucune conséquence immédiate* », répond laconiquement l'entourage du ministre des Fi-

nances, Johan Van Overtveldt (N-VA). La Belgique pourrait aussi être touchée indirectement par le défaut de paiement de la Grèce. Ainsi, les taux d'intérêt en Europe pourraient monter, ce qui augmenterait automatiquement la charge de la dette publique belge, qui représente actuellement 12 milliards d'euros par an. Il est difficile de prévoir un scénario précis : les modalités d'un Grexit ou d'un défaut de paiement sont nombreuses et peu prévisibles. Mais l'impact sur le budget ne fait pas de doute.

B.DY

Les Belges invités à prendre du cash

Dimanche en début de soirée, le ministère des Affaires étrangères a émis un avis de voyage à destination des Belges devant se rendre en Grèce dans les prochains jours. Il les invite « à prendre des liquidités en suffisance ». En effet, les banques du pays ont baissé volet et les automates risquent fort d'être vidés rapidement. « *Nous avons émis cet avis sur base d'une*

analyse de la situation, car nous voulons être certains que les gens sont bien informés, explique le porte-parole des Affaires étrangères. *Nous ne pouvons prédire ce qui va se passer mais nous suivons la situation de très près* ». (P.Lt)

Allemands et Anglais aussi

D'autres pays européens ont pris la même précaution, afin d'éviter que leurs ressortissants se retrouvent sans

argent lors de leur séjour au soleil, sur les plages de Corfou ou de Crète. Parmi ceux-ci, l'Allemagne et la Grande-Bretagne. La Suède, la Norvège et les Pays-Bas mettent également en garde leurs citoyens contre ce risque d'une pénurie d'argent liquide. La Grèce a accueilli l'an dernier un nombre record de touristes, à plus de 21,5 millions, et attend cette année plus de 25 millions de visiteurs. (P.Lt, avec AFP)

INÉDIT

Varoufakis exclu

Samedi après-midi, après la réunion officielle de l'Eurogroupe qui a constaté que les autorités grecques avaient quitté unilatéralement les négociations avec ses créanciers la nuit précédente, et que le programme d'assistance à la Grèce allait expirer mardi, le ministre grec Varoufakis aurait selon Jeroen Dijsselbloem, président de l'Eurogroupe, « *quitté la séance*

après nous avoir dit ce qu'il avait à dire et sans avoir signé la déclaration finale ». Les 18 ministres restants auraient repris alors leurs travaux en « *réunion ministérielle informelle* » pour plancher sur les conséquences nées de la nouvelle situation. Mais les choses se sont passées un peu diffé-

remment, selon plusieurs témoignages, et selon le récit que Yanis Varoufakis en a fait lui-même sur son blog personnel dimanche. « *J'ai demandé un conseil juridique du secrétaire [de l'Eurogroupe] pour savoir si un communiqué de l'Eurogroupe pouvait être publié sans*

consentement unanime, et si son président pouvait convoquer une réunion sans y inclure le ministre des Finances d'un Etat membre de la zone euro. J'ai reçu cette réponse extraordinaire : "L'Eurogroupe est un groupe informel, il n'est donc pas lié par les Traités ni par des règles écrites. Si l'unanimité est reconnue par convention, le Président n'est pas tenu par des règles explicites." »

Certains diplomates ayant suivi la séance se sont dits choqués de la violence avec laquelle le ministre grec avait été traité.

J.KZ

l'édito « Un jour suffit pour abattre comme pour élever toute chose humaine »

BÉATRICE DELVAUX
EDITORIALISTE EN CHEF

Un jour, quand on se retournera sur ce moment de notre histoire, on se demandera comment un tel gâchis aura été possible. On aura honte du spectacle donné – un spectacle d'arène – et de l'incapacité à élaborer une solution stratégique visionnaire pour la Grèce et l'Europe, sans avoir l'œil obsessionnellement rivé sur la prochaine échéance d'une dette. Intérêts particuliers, idéologie, entêtement, jeux de pouvoir, manque de vision, orgueil : c'est tout cela qui, depuis des semaines, domine une scène européenne qui se met aujourd'hui au bord d'un précipice.

C'est d'autant plus irresponsable qu'au vu de ce qui se passe en Tunisie et dans un monde arabe pris en otage par l'Etat islamique, l'Europe apparaît plus que jamais comme une terre de repli. C'est l'un des biens les plus précieux pour nous qui en sommes citoyens, mais aussi pour tant d'autres à l'extérieur.

Nous devrions tout faire pour pérenniser cet ensemble construit autour d'une communauté de valeurs : l'égalité, la solidarité, la prospérité, le respect des droits et des libertés des hommes. L'espace européen reste un havre par rapport à ces autres coins du monde où la pauvreté, le terrorisme, la dictature idéologique ou de conscience sont à l'œuvre. Après *Charlie Hebdo*, après Sousse, nous savons plus que jamais à quel point ce ne sont pas que des mots, comme nous l'avons longtemps et innocemment cru.

Le péril est politique et démocratique

L'Europe, au bord du précipice ? Oui, mais pas pour des raisons économiques et financières. En cas de « Grexit » – de plus en plus inévitable apparemment –, le reste de la zone euro ne devrait pas basculer dans le chaos. Cette

sortie inédite d'un pays de la zone monétaire européenne est certes dangereuse, car elle peut provoquer une spéculation contre d'autres monnaies ou des pays faibles. Mais, comme l'a dit dès samedi le ministre des Finances allemand Schäuble, « *on va mettre le paquet* » pour que ce soit jouable et gérable. Il faudra gérer un choc difficile, mais le Grexit ne devrait pas porter un coup terrible à l'Union économique et monétaire.

Le péril est ailleurs, il est politique et démocratique. Si la Grèce sort de l'euro, après un référendum de son peuple rejetant le plan d'assainissement, Tsipras aura réussi à ce que cet événement sans précédent soit perçu dans une partie du continent, non comme la punition de gauchistes grecs entêtés et irresponsables, mais comme la victoire de l'austérité contre la croissance, de l'orgueil contre la fragilité, des riches contre les pauvres, des embusqués contre les ébranlés, de l'égoïsme contre le désespoir. Une défaite infligée par des « frères », des membres de ce qui a été toujours vendu comme une grande et même famille. Cette sortie sera interprétée comme la victoire de l'idéologie libérale sur la démocratie, et comme la volonté d'une Europe qui ne respecterait le résultat des élections et l'avis des peuples que lorsqu'ils correspondent à sa vision de la gestion de la chose publique et de l'économie.

Les choses sont à l'évidence moins manichéennes : la Grèce, pays sans Etat digne de ce nom, avec une Eglise et des armateurs qui échappent toujours à l'impôt, a une large part de responsabilité dans ce qui se produit aujourd'hui. Elle n'est d'ailleurs pas le pays le plus mal loti d'Europe (la Slovaquie le souligne assez) ou de la planète (le PIB grec par habitant est supérieur au mexicain ou au brésilien). Et reconnaissons que notre cœur saignerait moins si c'était la Slovénie, dont nous ne savons rien, et non la Grèce, qui devait sortir de l'euro.

« Il manque un grand élan »

L'Europe par ailleurs, telle qu'elle est désormais travaillée par Jean-Claude Juncker, se veut plus ouverte, plus volontariste. Sur la Grèce – hier soir encore –, comme sur les migrants il y a quelques semaines, le nouveau président de la Commission a fait ce qu'il a pu, prenant des initiatives et des risques, allant jusqu'à dénoncer publiquement l'incapacité des Etats à pratiquer une Europe à la hauteur de leurs grands principes. Un dirigeant historique de l'Union nous le confiait ce week-end : « *Il manque au projet européen un grand élan personnalisé par trois ou quatre personnes. Un projet ambitieux ne peut être géré par des gens qui ont les mains perpétuellement dans la crise. L'Europe doit choisir entre le déclin et la survie : cette prise de conscience n'est pas encore assez grande.* »

Si le Grexit est explosif, c'est parce qu'il risque de ne pas

s'adresser à la raison, mais au ressenti des citoyens. Nombreux sont ainsi ceux qui aujourd'hui ont fait leur deuil du rêve européen de jadis, pour ne plus voir dans cette Union de pays, qu'un diktat inefficace de contraintes économiques et/ou un concentré d'égoïsmes qui rejettent à la mer un pays, des migrants...

Un système économique qui broie

La grande inconnue, et donc le grand péril, réside dans la réponse à cette question : quelles seront les réactions des peuples face à une Europe qui, pour la première fois, se sépare de l'un des siens ? Les mouvements populistes, d'extrême gauche ou d'extrême droite, mais aussi des intellectuels, des jeunes, des citoyens démocrates, du sud comme du nord (c'est nouveau) de l'Europe pourraient rompre avec une certaine forme de dé-

mocratie et en tout cas, avec un projet qui est devenu l'incarnation, à leurs yeux, d'un système économique dont ils jugent qu'il les broie. Et dont ils ne veulent plus.

Cette crainte de lourds dégâts politiques vit chez des « consciences » de l'Europe. C'est aussi celle que formulait ce samedi, Dominique Strauss Kahn, en conclusion d'un texte de trois pages : « *Forcer le gouvernement grec à céder créerait un précédent tragique pour la démocratie européenne et pourrait mettre en marche une réaction en chaîne incontrôlable.* » L'homme est déconsidéré, et sa parole d'expert avec lui.

Mais dans un moment où l'intelligence et l'audace des solutions se font rares, force est de constater que la proposition alternative de l'ex-dirigeant du FMI – proche sur le fond de celles émises par d'autres économistes – est pertinente et séduisante. Elle a le mérite de sortir

l'Europe du bras de fer financier à trois jours, et la Grèce de l'arène des pouces levés ou baissés, pour donner un ballon d'oxygène au pays débiteur, tout en la mettant face à ses propres devoirs. Cela aurait d'ailleurs dû être cela, le vrai défi lancé à Tsipras : faire plier ses riches, plutôt que le faire d'abord s'agenouiller devant les dirigeants de l'Europe.

La contamination de l'humiliation

Il y aurait des vertus à (re)lire l'*Ajax* de Sophocle, entre deux rapports du FMI. Le philosophe y raconte qu'à la mort du héros Achille, les deux Atrides, Agamemnon et Menelas, chefs des armées grecques, remettent les armes d'Achille à Ulysse. Insupportable pour Ajax, ami intime d'Achille durant toutes ces années et qui ne tolère pas d'être ainsi ignoré. Il en perd la raison. Pour se venger, il veut tuer tous

les compagnons d'Ulysse, mu par un seul et unique sentiment : l'humiliation. C'est bien cela qu'il faut craindre du Grexit : la contamination imprévisible de la colère qui pourrait naître de l'humiliation d'un peuple, quelles que soient les (bonnes ?) raisons qui y ont conduit.

« *Que ce spectacle te persuade, face aux dieux, de ne jamais proférer de parole arrogante ; ne t'enfle jamais d'orgueil si tu l'emportes sur autrui par la vigueur de ton bras ou par l'amas d'insondables richesses. Un jour suffit pour abattre comme pour élever toute chose humaine, les dieux ont les sages en amitié, les méchants en horreur.* » C'est en ces termes que la déesse Athéna s'adressa à Ulysse (1). Et si le temps passe, le cœur des hommes, lui, ne change guère. ■

(1) « Ajax » Sophocle, traduction de Robert Davreu, chez Actes Sud-papiers, mis en scène par Wajdi Mouawad mardi au Manège/Mons 2015.

De Grauwe « Un accord était possible, mais le FMI a tout gâché »

Paul De Grauwe dénonce l'attitude du Fonds monétaire international (FMI) qui, au début de la semaine passée, a rendu impossible un accord, malgré les concessions majeures faites par la Grèce.

À entendre les ministres des Finances de la zone euro, c'est l'annonce par Alexis Tsipras, dans la nuit de vendredi à samedi, de la tenue d'un référendum qui a précipité les événements. Est-ce aussi votre avis ?
Au début de la semaine passée, un accord était à portée de main. Et puis, il y a eu ce durcissement du Fonds monétaire international (FMI), que je n'ai pas compris. Le gouvernement grec avait fait un certain nombre de concessions majeures, acceptant de facto un programme d'austérité qu'il avait jusque-là refusé. En réponse, le FMI a posé des exigences additionnelles insupportables pour la Grèce. Cette attitude rendait tout accord impossible. Cela me laisse d'autant plus perplexe qu'en 2012, le FMI avait fait son mea culpa, reconnaissant que l'austérité avait été excessive et contre-productive. On peut se

demander pourquoi le Fonds a oublié ses propres analyses...

Mais aussi : pourquoi l'Europe s'est-elle alignée sur le FMI ?

Bonne question également. Pour pouvoir s'abriter derrière le FMI et, au cas où les choses tourneraient mal, pouvoir dire : « ce n'est pas nous » ? C'est illusoire : l'Europe l'a également voulu, ce durcissement. On peut supposer que certains pays – je pense à l'Allemagne, aux Pays-Bas, à la Finlande... – n'étaient pas mécontents du durcissement du FMI. Mais les autres pays membres de la zone euro n'ont rien dit. C'était une erreur fondamentale. Le début de la fin... Cela dit, la réaction grecque m'a également un peu surpris. J'aurais continué de négocier. Mais Syriza a une aile assez gauchiste...

Décider de soumettre les propositions des « créanciers » à la population est-il critiquable, quand l'avenir du pays est en jeu ? C'est la démocratie, non ?
Sans doute. Mais cela rend les négociations plus difficiles. Ou plus exactement : c'est, en un sens, cesser de négocier, claquer la porte. Et puis sur quoi va

porter le référendum ? Le programme est caduc. On peut supposer que l'on va interroger la population sur les grands principes, mais pas sur des mesures plus concrètes. Mais en tant qu'économiste, je ne suis pas qualifié pour me prononcer sur des questions politiques.

L'Eurogroupe en fait bien, de la politique, même s'il le cache sous des prétextes procéduriers. La logique n'eût-elle pas voulu que l'Europe accepte que les citoyens grecs soient consultés ?

Oui. C'est une possibilité. Mais, dans ce dossier, un certain nombre d'acteurs ont des objectifs cachés. Un accord est tout à fait possible entre gens de bonne volonté. On peut donc supposer que certains n'en veulent pas. Et puis, il y a une autre dimension. Certains gouvernements ont besoin, face à leurs propres électeurs, d'un programme « punitif ».

Ce dimanche, tous les regards se portaient sur Francfort où, disait-on, la Banque centrale européenne (BCE) allait décider de cesser de soutenir le système bancaire grec. Elle ne l'a pas fait, pour l'instant... C'est une bonne nouvelle.

Même si le refinancement des banques grecques, maintenu à son niveau de vendredi, a toutes les chances de s'avérer insuffisant si les retraits de dépôts se poursuivent, voire s'accélèrent ?

La BCE a précisé, que le conseil des gouverneurs se tenait prêt à revoir cette décision. On peut donc supposer qu'il pourrait, si nécessaire, augmenter encore le plafond des liquidités d'urgence, tout en maintenant la pression sur les gouvernements.

Ceux qui affirmaient que les règles de la BCE l'obligeaient à cesser de soutenir le système bancaire grec se trompaient.

Tout à fait. La BCE peut continuer son soutien aux banques grecques. Ces règles auxquelles

il était fait référence sont celles que la BCE s'est données elle-même. Et elle n'a pas hésité à les changer en 2008 quand les systèmes bancaires d'un grand nombre d'Etats membres étaient au bord de l'implosion.

Si donc on change les règles pour sauver les banques, pourquoi ne pourrait-on le faire quand il s'agit de sauver un pays ?

N'empêche : l'incertitude reste entière. La BCE pourrait changer d'avis au cours de la semaine...

Ce serait précipiter le Grexit. La BCE a un pouvoir exorbitant, puisqu'elle peut éjecter un pays de la zone euro.

C'est hors de son mandat, non ?

Tout à fait. On peut supposer qu'elle se justifierait alors ainsi : puisque les hommes politiques ne sont pas parvenus à s'entendre, je suis obligée de cesser le soutien aux banques grecques. Mais ce serait faux et

terriblement dangereux. C'est pourquoi il faudra revoir une gouvernance qui confère un tel pouvoir politique de fait à des bureaucrates.

Les négociations pourraient-elles reprendre après le référendum ?

Si une majorité accepte les conditions des créanciers, c'est possible. Mais avec quel gouvernement grec ? Dans le cas contraire, la gamme des options va se réduire. Mais je ne veux pas dès maintenant tirer des plans sur la comète.

D'autant que, légalement, on ne peut pas mettre un pays hors de la zone euro...

Mais on peut faire en sorte qu'il y soit contraint... en cessant de refinancer les banques. Un

gouvernement ne peut pas laisser son système bancaire s'effondrer car l'économie s'arrêterait, la récession s'approfondirait, le chômage gonflerait encore.

Autrement dit : à supposer que l'on décide d'éjecter la Grèce, la collaboration de la BCE serait nécessaire qui, alors qu'elle ne cesse de revendiquer son indépendance, agirait comme l'exécuteur des décisions des États...

C'est le grand paradoxe. ■

Propos recueillis par
DOMINIQUE BERNIS